



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1198  
18 décembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ARABE

---

LETTRE DATÉE DU 17 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRÈS DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre de M. Mohammed Al-Sahaf, Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, en date du 16 décembre 1998, concernant le fait que l'Organisation des Nations Unies a conclu des contrats avec des organisations non gouvernementales dans le domaine du déminage sans prendre en considération les positions du Gouvernement iraquien et que des personnes appartenant à ces organisations pénètrent illégalement en Iraq.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Lettre datée du 15 décembre, adressée au Secrétaire général  
par le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq

J'ai l'honneur de vous écrire afin d'attirer votre attention sur les indications figurant dans la partie consacrée à l'Iraq dans votre rapport soumis à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session au titre du point 42 de l'ordre du jour, intitulé "Assistance au déminage" (A/53/496). Il est indiqué au paragraphe 80 de ce document que l'Organisation des Nations Unies a établi une société internationale de sous-traitance dans le nord de l'Iraq et que les activités de formation et les opérations de déminage ont commencé dès février 1998. En outre, il est dit au paragraphe 83 du rapport qu'il existe dans le nord de l'Iraq deux organisations non gouvernementales internationales qui mènent des activités de déminage et avec lesquelles le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets est en contact étroit. De plus, il est indiqué au paragraphe 85 du rapport que l'organisation non gouvernementale norvégienne People's Aid opère dans la province de Souleimaniyeh, en coordination avec le bureau susmentionné.

Vous comprenez parfaitement que les résolutions du Conseil de sécurité ayant trait à l'Iraq affirment qu'il est nécessaire de respecter l'unité et la souveraineté de l'Iraq. De même, les dispositions du mémorandum d'accord signé par le Gouvernement iraquien et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant l'application de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité énoncent qu'aucune disposition du mémorandum d'accord ne peut être interprétée comme portant atteinte à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale de l'Iraq.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement iraquien considère que le fait que l'Organisation des Nations Unies coopère avec les parties mentionnées plus haut qui ont toutes pénétré dans le nord de l'Iraq de façon illégale constitue une contravention flagrante aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux dispositions du mémorandum d'accord. La seule interprétation possible de cette coopération qui ne tient pas compte de nos positions est qu'elle encourage les parties en question à violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iraq, en violation des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Le Gouvernement iraquien, condamnant vigoureusement l'entrée illégale des organisations susmentionnées dans le nord du pays, refuse catégoriquement que l'Organisation des Nations Unies continue de coopérer avec celles-ci sur le territoire iraquien et vous demande d'enjoindre au Bureau du Programme des Nations Unies relatif à l'Iraq de prendre des mesures en vue de mettre un terme immédiatement à cette coopération inacceptable avec les parties susmentionnées et de s'appuyer à la place sur les fonctionnaires des Nations Unies et les spécialistes du déminage dont l'entrée sur le territoire iraquien a été approuvée par le Gouvernement iraquien afin qu'ils travaillent dans le cadre du projet de déminage dans les trois gouvernorats du nord au titre de l'application du mémorandum d'accord.

Je vous fais part de cette question qui nous préoccupe pour les raisons susmentionnées et vous demande de comprendre la position de l'Iraq et de donner suite à notre demande en mettant un terme à la coopération de l'ONU avec les

parties susmentionnées et en demandant à celles-ci de quitter l'Iraq le plus tôt possible, ce qui permettra de maintenir l'esprit de coopération existant entre le Gouvernement iraquien et l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'application du mémorandum d'accord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères  
de la République d'Iraq

(Signé) Mohammad Saïd AL-SAHAF

-----